

CDEN du jeudi 10 octobre 2024

Objet : Bilan de rentrée 1er et 2d degré, dotation départementale de fonctionnement des collèges publics

Déclaration liminaire de la FSU 95

Madame la vice présidente du conseil départemental

Madame la secrétaire générale de la préfecture

Monsieur le directeur académique

Mesdames

Messieurs

Le Président de la République a une nouvelle fois montré son peu d'intérêt pour la démocratie. Vexé par la contre-performance de sa liste lors des élections européennes il a voulu se reconforter en provoquant des élections législatives qui n'étaient demandées par aucun mouvement ou parti de l'arc républicain. Le résultat de ses élections montre à quel point Emmanuel Macron est déconnecté du terrain.

Son seul objectif est la continuation de sa politique pourtant massivement rejetée. Comment comprendre autrement son refus de nommer Lucie Castets en lui préférant Michel Barnier.

Nous avons donc un gouvernement de droite extrême et réactionnaire dans le quel nous retrouvons nombre de ministre ayant affiché des positions par exemple sur les droits LGBTQ+, des femmes etc. Cela montre une fois de plus la nature autoritaire de ce pouvoir qui d'un coté veut renforcer l'instruction civique à l'école et qui de l'autre cherche à complexifier le travail de contre-pouvoir de la presse. L'idéologie néolibérale du macronisme va tellement à l'encontre des idéaux de la démocratie sociale qu'elle ne peut se concevoir que basée sur le conditionnement des personnes, ce qui est renforcé par les objectifs attribués au SNU. Rappelons ici que la suppression du SNU que demande la FSU permettrait d'améliorer le budget de l'Éducation nationale.

Nous souhaitons interpeller monsieur le Préfet. La présidente de la région IDF se vante – dans le mag de la région de l'automne 2024 - d'augmenter le nombre de personne de sa brigade ou milice de sécurisation des lycées. Pouvez vous nous dire ou en sont les actions lancées par le préfet d'IDF qui rappelle que la compétence en matière d'ordre public revient normalement au maire et au préfet du département.

Notre département n'est pas exempt de trouble a proximité et/ou dans ses écoles et EPE. Pour autant nous vous rappelons que la répression nest jamais une solution. Il faut avoir le courage de développer une approche sociale et éducative, ce qui passe par le recrutement de personnel qualifié en quantité importante et ayant un statut protecteur de la fonction public. Ni les milices régionales ni les caméra ne sont une solution acceptable.

Autre sujet d'inquiétude, le ministre de l'intérieur a donné des instructions aux préfets afin de durcir les conditions d'accueil des immigrés, d'accès à la nationalité, mais aussi d'accélérer et de multiplier les expulsions. Qu'en-est-il exactement ?

Comment comprendre que ce gouvernement reprennent à ce point les thèses de l'extrême droite alors que de nombreux députés de la droite macron-LR ont été élus grâce aux voix du NFP ?

La FSU appelle à faire preuve d'humanité et rappelle que l'AME – par exemple – n'est pas un motif de venu de d'immigrés et de migrants en France.

Le pouvoir macron-droitiste s'éloigne de plus en plus des normes de la démocratie. Le conseil départemental a-t-il un plus grand respect du dialogue démocratique. Cela reste à prouver.

Le nombre de CDEN se réduit drastiquement. Ce qui devrait faire l'objet de 3 CDNE, bilan de rentrée du 1^{er} degré, bilan de rentrée du 2d degré puis dotation départementale de fonctionnement des collèges publics. Comment réduire à ce point ces séances ou les personnels, les parents d'élève, les politiques, etc. peuvent se rencontrer et confronter leurs interrogations et leurs positions ?

Gageons que nous allons de nouveaux perdre beaucoup de temps à visionner un diaporama, qui sera largement commenté par monsieur le directeur académique, ce qui est avant tout une tactique de gain de temps afin de réduire au maximum le temps de débats. Le conseil départemental agira évidemment de même.

Part ailleurs à la FSU nous sommes particulièrement choqué que ce CDEN se tienne avant l'instance départementale de l'Éducation nationale qu'est le CSA. Cette façon de rompre avec les usages est particulièrement choquante.

Les personnels de l'Éducation nationale des écoles et des EPLE doivent travailler le notions de citoyenneté et de démocratie avec les élèves. A ce sujet nous devons nous montrer exemplaire. Il serait bien que notre institution et le Conseil départemental soient exemplaires.

Les moyens alloués à notre département pour préparer la prochaine rentrée montre que le gouvernement refuse à nouveau de nous permettre d'envisager sereinement les choses.

Nous sommes à nouveau confronté à une pénurie de moyens. Notre rôle ne peut être de nous associer à une répartition de la dotation globale qui ne va faire que des perdants. Tant que le pouvoir n'aura pas compris que les élèves du Val-d'Oise et les personnels mérites des moyens à la hauteur des enjeux dans une société démocratique nous rejeterons votre proposition.

Pour conclure, la FSU exige un effort particulier pour que l'Éducation nationale ait enfin, dans le Val-d'Oise, les moyens d'être à la hauteur des enjeux éducatifs. Ce n'est que tous ensemble pour nous pourront l'obtenir. Nous élèves le méritent d'autant plus que le manque de moyens a amené la DSDEN à faire régulièrement baisser les dotations des établissements classés en éducation prioritaire.

Madame la présidente, madame la secrétaire générale de la préfecture, monsieur le directeur académique, mesdames, messieurs, je vous remercie de votre attention.